

Appel à manifester pour la libération d'un activiste des droits de l'Homme au Burundi

PANA, 14 juin 2014 Bujumbura, Burundi - Une centaine d'organisations membres du Forum pour le renforcement de la Société civile (FORSC) a appelé, vendredi, à une marche-manifestation prévue, lundi prochain, en vue d'obtenir la libération du président de l'Association de protection des droits humains et des détenus (APRODH), Pierre Claver Mbonimpa, en détention préventive depuis un mois à Mpimba, la prison centrale de Bujumbura, sous le chef d'accusation d'atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat. Le président de l'APRODH avait fâché les autorités congolaises sur l'opinion sur la présence de jeunes militants du parti au pouvoir au Burundi en République démocratique du Congo, voisine des fins d'entraînements militaires pour des raisons qui restent aujourd'hui encore non élucidées.

La marche-manifestation est annoncée une semaine après le rejet, par la Cour d'appel de Bujumbura, d'une demande de la défense de remettre en liberté, le doyen des défenseurs des droits de l'homme au Burundi, âgé de plus de 60 ans, pour qu'il compare en prison. Le FORSC est à l'origine d'autres pressions visant la libération de Mbonimpa, qui est détenu "illégalement" et "injustement", aux yeux de la société civile burundaise, alors qu'il fallait plutôt procéder à des enquêtes pour tirer au clair ses allégations. L'une des premières initiatives du FORSC a été de lancer une pétition pour la libération du président de l'APRODH. Le Forum pour le renforcement de la société civile a également parrainé un "vendredi vert" qui consiste à porter, pour tous les supporters de l'activiste de l'homme, une tenue verte des prisonniers au Burundi, chaque vendredi de la semaine. Les automobilistes ont également mis à contribution pour klaxonner et faire du bruit en même temps et pendant quelques minutes aux grands carrefours de la ville de Bujumbura à l'heure de la pause de midi, toujours en guise de solidarité avec le détenu, de plus, encombrant au regard d'autres pressions qui viennent de l'extérieur du pays. Certains automobilistes ont eu maille à partir avec la police de roulage, ce qui a mis fin aux bruyants et assourdissants klaxons à midi dans la ville de Bujumbura. La manifestation de lundi prochain risque, cependant, de subir le sort des autres demandes de battre le pavé pour des raisons de mécontentement qui ne sont généralement pas autorisées par la municipalité de Bujumbura. On craint-on dit des organisateurs, invitant néanmoins les candidats à la marche à se rassembler, à partir de 9 heures, au siège de l'APRODH (Centre-ville) pour finir leur course au palais de justice, toujours dans le Centre-ville de Bujumbura.